

Unité départementale de l'Aisne
47, avenue de Paris
02200 Soissons

Soissons, le 17 JUILLET 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RICHET S.A.

10 rue de Marle
02250 Tavaux-et-Pontséricourt

Références :
Code AIOT : 0005105900

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement RICHET S.A. implanté 10 rue de Marle 02250 Tavaux-et-Pontséricourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RICHET S.A.
- 10 rue de Marle 02250 Tavaux-et-Pontséricourt
- Code AIOT : 0005105900
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement RICHET assure des activités de conditionnement d'eau de Javel à différentes concentrations en vue de la vente notamment au grand public.

L'eau de Javel arrivant sur site à concentration élevée est diluée en fonction de la concentration souhaitée puis conditionnée en petits contenants.

Le site assure également la production de pastilles de Javelle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Risques naturels_Risque Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	POI	AP de Mise en Demeure du 18/07/2023, article 1	Sans objet
2	Étude de dangers - Merlon paysagés	AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1	Sans objet
3	Étude de dangers - Modélisation d'un phénomène dangereux	AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1	Sans objet
4	Étude de dangers - Rétention zone de dépotage	AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1	Sans objet
5	Étude de dangers - Rétention zone de dépotage	AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1	Sans objet
6	Réserve Incendie	AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1	Sans objet
7	Étude de dangers - Sûreté	AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1	Sans objet
8	Constats visite terrain	AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1	Sans objet
9	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'inscrivait dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers du site RICHET. Lors de cette visite l'Inspection avait listé des éléments à intégrer dans l'étude de dangers de l'exploitant et des échanges en salle ont permis de clarifier ces demandes. Les différents éléments feront l'objet d'une demande de compléments par courrier en complément du rapport d'inspection.

Lors de cette inspection, l'Inspection a pu réaliser une visite du site pour faire le lien entre la description des installations dans l'étude de dangers et l'état des installations réel. Au cours de cette visite terrain l'Inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas mené d'analyse risque foudre et donc ne disposait pas d'un dispositif adapté pour prévenir ce risque. Ce constat a amené l'Inspection à proposer une mise en demeure de l'exploitant.

L'inspection s'est terminée par une demande d'état des stocks qui a été traitée à posteriori. L'état des stocks n'a pas appelé de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opérations Interne

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/07/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : La société RICHET exploitant une usine de conditionnement d'eau de javel et de fabrication de pastilles de javel sise sur la commune de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement en mettant en place un Plan d'Opérations Interne dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Il est à noter que ce POI intégrera les éléments nécessaires pour répondre aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son Plan d'Opérations Interne (P.O.I.). Le POI de l'exploitant dispose des informations nécessaire à la gestion des situations accidentelles. Néanmoins comme indiqué dans la mise en demeure du 18 juillet 2023, une référence à l'état des stocks doit apparaître dans le POI ce qui n'était pas le cas. L'exploitant a également dédié un chapitre aux prélèvements à mettre en œuvre pour les post-accidents mais cette partie n'était pas complétée. En date du 04/07/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection un POI mis à jour complété avec les éléments sus-cités. L'Inspection propose donc de lever la mise en demeure du 18 juillet 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Étude de dangers - Merlons paysagés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'étude de dangers
Prescription contrôlée : Il est demandé à l'exploitant de transmettre son étude de dangers actualisée, au plus tard le 31 décembre 2023, en prenant en compte les considérants sus-mentionnés.
Constats :

<p>Au cours de l'instruction de l'étude de dangers de l'exploitant, la présence de merlon paysagés a retenu l'attention de l'Inspection.</p> <p>Les merlons ont fait l'objet d'une discussion en salle avec l'exploitant et l'Inspection a pu constater leur présence lors de la visite terrain.</p> <p>La suite des constats se trouve en annexe confidentielle.</p> <p>L'Inspection souligne que les merlons font l'objet d'une demande de compléments.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Étude de dangers - Modélisation d'un phénomène dangereux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'étude de dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre son étude de dangers actualisée, au plus tard le 31 décembre 2023, en prenant en compte les considérants sus-mentionnés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats du point de contrôle se trouvent en annexe confidentielle.</p> <p>Ce point de contrôle invite l'exploitant à modéliser des phénomènes dangereux supplémentaires.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une demande de compléments.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Étude de dangers - Rétention zone de dépotage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'étude de dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre son étude de dangers actualisée, au plus tard le 31 décembre 2023, en prenant en compte les considérants sus-mentionnés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'instruction de l'étude de dangers, l'Inspection s'est interrogée sur les caractéristiques d'une rétention susceptible d'accueillir des produits dangereux au titre de la réglementation ICPE.</p> <p>Les constats se trouvent en annexe confidentielle.</p>

Les constats ont amené l'Inspection a formulé une demande de compléments.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etude de dangers - Rétention zone de dépotage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'étude de dangers

Prescription contrôlée :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre son étude de dangers actualisée, au plus tard le 31 décembre 2023, en prenant en compte les considérants sus-mentionnés.

Constats :

Lors de l'instruction de l'étude de dangers, l'Inspection a relevé que l'exploitant n'avait pas exposé sa solution pour le confinement des eaux accidentelles. L'Inspection a indiqué à l'exploitant qu'il devra être en mesure de fournir des éléments techniques qui permettront à l'Inspection de donner acte de l'étude de dangers.

Les échanges avec l'exploitant ont amené l'Inspection a formulé une demande de compléments.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réserve Incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'étude de dangers

Prescription contrôlée :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre son étude de dangers actualisée, au plus tard le 31 décembre 2023, en prenant en compte les considérants sus-mentionnés.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant et l'Inspection ont pu échanger sur la gestion des incendies.

La suite des constats se trouve en annexe confidentielle.

Les constats ont amené l'Inspection a formulé une demande de compléments.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Étude de dangers – Sûreté/ Gestion de crise

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'étude de dangers
Prescription contrôlée : Il est demandé à l'exploitant de transmettre son étude de dangers actualisée, au plus tard le 31 décembre 2023, en prenant en compte les considérants sus-mentionnés.
Constats : Lors de la visite terrain, l'Inspection a pu constater qu'à l'entrée du site le numéro d'astreinte n'apparaissait pas. L'Inspection indique à l'exploitant qu'il est important pour les services de secours de disposer de ce numéro en cas de sinistre. L'inspection relève aussi qu'il y a une girouette sur le site mais elle se trouve au fond des bâtiments de production. L'Inspection propose à l'exploitant de placer un manche à air à l'entrée du site pour permettre au service de secours de prendre rapidement connaissance de la direction du vent afin de procéder à la gestion du sinistre de manière adéquate.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de renseigner le numéro de téléphone pour la gestion des sinistres et de mettre en place une manche à air à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Constats visite terrain

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'étude de dangers
Prescription contrôlée : Il est demandé à l'exploitant de transmettre son étude de dangers actualisée, au plus tard le 31 décembre 2023, en prenant en compte les considérants sus-mentionnés.
Constats : Lors de la visite terrain, l'Inspection a pu constater plusieurs IBC de produits dangereux qui n'étaient pas sur rétention. L'exploitant veillera à mettre sur rétention l'ensemble des IBC susceptibles de contenir des produits dangereux. L'Inspection a pu constater lors de la visite qu'une entreprise extérieure faisait des travaux de maintenance sur un charriot élévateur dans le bâtiment de stockage cartons. L'exploitant a indiqué que ces travaux ne faisaient pas l'objet de travail par point chaud et que la maintenance du charriot ne pouvait pas se faire dans le local maintenance. Toutefois, l'Inspection demande à l'exploitant de réaliser ce type de maintenance en dehors des zones de stockage afin d'éviter tout départ de feu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Lors de la visite terrain, l'Inspection a pu constater que les zones de stockage étaient chargées. L'Inspection a alors demandé à l'exploitant de fournir l'état des stocks. L'exploitant a été en mesure de fournir rapidement l'état des stocks détaillé et l'état des stocks simplifié. L'état des stocks du 18 juin 2024 est conforme à l'arrêté préfectoral du site. La règle du cumul Seveso bas est bien respectée par l'exploitant. Un constat relatif aux produits stockés se trouve en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Risques naturels-Risque Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risques naturels
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

Constats :

Lors de la visite d'inspection. L'Inspection a interrogé l'exploitant sur son dispositif de protection contre la foudre. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas réalisé d'analyse du risque foudre et donc qu'il n'avait pas mis en place un dispositif pour prévenir ce risque.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité 1 : L'exploitant doit réaliser dans un délai de 6 mois son analyse de risque foudre ainsi que les travaux associés afin de mettre en place le dispositif adéquat pour prévenir ce risque. L'exploitant veillera à réaliser cette étude et ces travaux conformément aux articles de la section III de l'arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois